



## COMMUNIQUE

Evreux, le 4 février 2020

### E3C, comment peut-on en être arrivé à cette situation ?

Depuis le 20 janvier, dans les lycées du département de l'Eure comme dans de nombreux départements en France, les E3C, épreuves du baccalauréat en contrôle continu, se déroulent dans des conditions indignes d'un diplôme à prétention nationale. Le rejet de ces épreuves d'E3C n'est pas le fait d'un lycée isolé. Très loin d'être le fait d'une « minorité radicale » comme le prétend le ministre Jean-Michel Blanquer, il s'étend. Chaque jour, on apprend que les épreuves donnent lieu à des manifestations de colère.

Des collègues chargés de surveiller les épreuves exercent leur droit de grève, car ils refusent de cautionner des épreuves qui sont la négation de leur travail d'enseignant.

Des élèves refusent de composer. Des blocages, des manifestations, des distributions de courriers d'information ont lieu devant les lycées. Le dernier incident en date a eu lieu au lycée G. Dumézil de Vernon le lundi 3 février.

L'intersyndicale apporte tout son soutien aux collègues accusés et calomniés publiquement. Elle rappelle que ces collègues étaient en grève et qu'à ce titre ils ne sont pas en fonction et encore moins obligés de se substituer aux forces de l'ordre.

Les élèves sont épuisés et désemparés par la préparation de ces épreuves qui leur impose une pression sans précédent. Les parents sont inquiets. Les enseignants n'ont pas disposé du temps, ni des moyens nécessaires pour préparer leurs classes. Que vaut le bac Blanquer quand les sujets et leurs corrigés sont consultables en ligne ?

Pour la première fois dans l'histoire du baccalauréat, les forces de l'ordre sont présentes devant, et parfois même dans l'enceinte des lycées où se déroulent les E3C. Du jamais vu et des plus choquants.

L'acharnement du ministre à mettre en œuvre sa réforme à tout prix aboutit à des situations insensées pour des épreuves du baccalauréat.

Au lieu d'annuler ces épreuves calamiteuses, le ministre les maintient et enjoint les recteurs et les chefs d'établissement de les faire passer coûte que coûte en fermant les yeux sur toutes les irrégularités constatées.

À la résistance des personnels et des élèves, la réponse se résume à la menace d'un zéro pour les candidats qui refusent cette parodie de baccalauréat. Aux protestations des professeurs en grève, la réponse se réduit à les menacer de plainte, de sanctions et à les accuser de manipuler les élèves.

Dans cette situation catastrophique, des mesures de bon sens s'imposent. Au lieu de cela, le ministre s'entête et voudrait inverser la situation en rejetant la faute du « fiasco » de ses E3C sur celles et ceux dont le seul tort est de réclamer des conditions régulières et équitables de préparation et de composition pour des épreuves de bac.

### **Plutôt que de sanctionner les victimes de cette réforme, il convient de se demander comment on a pu en arriver à cette situation et d'en chercher la cause.**

Elle réside dans la réforme Blanquer du baccalauréat et du lycée. Jamais, avant cette réforme, de telles perturbations n'ont eu lieu. Jamais un ministre n'a laissé le baccalauréat se dérouler dans un tel chaos. Maintenir de telles épreuves, c'est cautionner leur déroulement irrégulier au mépris de toutes les règles qui confèrent au diplôme sa valeur : l'anonymat, le contrôle des candidats, de leur pièce d'identité, de leur convocation, le silence pendant l'épreuve, l'impossibilité de communiquer entre candidats, un candidat par table, aucun accès aux téléphones portables, aucun accès aux sujets avant l'épreuve, etc. Alors que toutes ces conditions sont bafouées, le ministre persiste.

L'intersyndicale FO, FSU, CGT Éduc'action et SUD Éducation de l'Eure demande donc des mesures de bon sens : aucune sanction, ni menace de sanction contre les élèves ou contre les personnels.

En effet, ce ne sont ni les personnels ni les élèves qui sont responsables de cette situation, c'est l'auteur de cette réforme et les conditions d'impréparation dans lesquelles il les a programmées. C'est lui aussi qui supprime des dizaines de postes en lycées (- 90 postes en lycée à la rentrée prochaine dans l'académie pour un effectif global en hausse) à cause de sa réforme. C'est lui qui rend la situation ingérable dans les lycées.

Il est urgent que le ministre renonce à cette réforme et qu'il annule les épreuves qui se sont tenues pour permettre aux élèves de préparer leur diplôme dans des conditions dignes. Pour cela, L'intersyndicale demande que le ministre rétablisse les épreuves nationales, anonymes, en fin d'année de terminale, telles qu'elles se déroulaient auparavant. Ce Bac-là a fait ses preuves et n'a jamais été perturbé, alors que le Bac Blanquer, comme on le constate partout, ne fonctionne pas et n'a de bac que le nom, tant il est indigne et désastreux.